

# AVANT-GARDE

ORGANE DE DÉFENSE DES TRAVAILLEURS

PARTI COMMUNISTE INTERNATIONALISTE

SECTION FRANÇAISE DE LA 4<sup>e</sup> INTERNATIONALE

ÉDITION, ADMINISTRATION  
46, rue de l'Arbre-Sec, Paris (1er) — Tél.: CEN. 68-96

ABONNEMENTS: 1 AN: 400 FR. — 6 MOIS: 200 FR.  
C.C.P. Sté de Presse, d'Édition et de Librairie, 603201 Paris

## Avec Mendès, comme du grand capital aujourd'hui la ceinture, demain la trique COMPREZ CETTE HONTEUSE COLLABORATION! exigeront de leurs dirigeants les travailleurs unis

**C**EST une majorité écrasante qui s'est trouvée à l'Assemblée pour investir Mendès-France. Par bancs entiers, les députés de l'ex-majorité Laniel se sont transformés en députés de la majorité Mendès, c'est-à-dire en « hommes nouveaux » partisans d'une « politique nouvelle ».

### LES FORCES DERRIÈRE MENDES

Mais, pour cette opération, les députés radicaux, UDR, gaullistes et indépendants « de l'ancienne majorité ont reçu de renforts : ceux des voix socialistes et communistes, qui se sont portés en bloc sur Mendès. Ainsi le SFIO et le PCF, après 5 et 7 années d'opposition respectivement, redevenant des partis de la majorité.

De la part des dirigeants socialistes, rien de nouveau. Ils avaient voté pour Mendès voici un an déjà. Quant aux dirigeants du PCF, ils ont justifié leur vote par leurs militants avec un argument philosophique : « Peu importe les appréciations morales sur Mendès-France, il faut soutenir toute disposition effective conforme aux aspirations de la nation ».

Peu importe, en effet, que Mendès soit plus intelligent ou plus aimable que Laniel. Les marxistes doivent juger un candidat au pouvoir objectivement, c'est-à-dire à partir des forces de classes qu'il représente. C'est la question qui n'a rien d'idéaliste dans la question essentielle. Et, dans le cas de Mendès-France, il est très facile d'y répondre. Il suffit de se référer à « L'Express », organe du courant Mendès depuis sa fondation et maintenant devenu journal officiel, qui écrit après la constitution du nouveau cabinet :

« Les dirigeants des très grandes entreprises industrielles et commerciales ont ressenti, en règle générale, avec une acuité particulière, l'importance du changement qui vient de

s'opérer. La survie des grandes affaires est, en effet, trop directement liée à l'équilibre économique et politique du pays pour que l'espoir d'une rénovation des méthodes et des principes ne soit pas accueilli avec une vive satisfaction par leurs dirigeants. »

Nous voilà renseignés. Personne ne peut plus ignorer maintenant qui tire les ficelles du gouvernement Mendès : ces Messieurs des « très grosses entreprises ». Mais certains hommes de « gauche » s'entêtent : « Avec Mendès-France, c'est la bourgeoisie intelligente, épaulée plus ou moins (?) par le capitalisme le moins pourri (1) de notre pays, qui prend le pouvoir », déclare d'un air profond le Centre d'Action des Gauches Indépendantes. Que le CAGI, par son appui à Mendès-France, fasse sombrer la « Nouvelle Gauche Française » avant même de l'avoir lancée, cela le regarde. Mais, pour tous les fanatiques d'un gouvernement de « capitalisme le moins pourri », essayons de juger un peu sur

Paul David et Martin-Duplat marxistes ainsi clairement au parti communiste, ainsi que sa volonté d'utiliser les services du PCF mais sans dépendre de lui au Parlement.

Aussitôt, le PCF par la voix de Waldeck-Rochet tonitruait : « C'est une conception typiquement fasciste... une discrimination qui s'apparente fort au maccarthysme ». Et il allait aussitôt porter ses voix au disciple de McCarthy, lui promettant un soutien complet « au Parlement et dans le pays » !

2°) Mendès a confirmé ces premières dispositions par toute une série de mesures antouvrières et anti-communistes. Au pouvoir depuis trois semaines, il a déjà trouvé moyen d'interdire les manifestations du Festival de la Jeunesse organisé par le PCF, de fermer l'accès de l'École Technique de Brest à de jeunes syndiqués, etc.

3°) Mendès a remis au 20 juillet l'examen des problèmes économiques et sociaux. Et Billoux au nom du PCF, lors du débat d'investis-

sement des dépenses indochinoises et nous permet, par conséquent, un développement économique plus rapide. Elle doit savoir au contraire, que depuis 2 ans la France s'est graduellement déchargée sur l'Amérique du poids financier de la guerre indochinoise. L'allègement escompté a donc déjà été obtenu, et il a été utilisé à faire une politique de consommation, d'élevation immédiate du niveau de vie et non d'aiguillage. On en revient aujourd'hui au problème posé au pays en 1952. Sa solution n'est conciliable avec un haut degré d'équipement qu'en consentant à une amélioration assés lente du niveau de vie ».

### UN IMPERIALISTE FORCENÉ

4°) Pour l'Afrique du Nord, Mendès-France, en arrivant au pouvoir, a prodigué des paroles de paix. Mais on attend encore les réformes promises. Lui et son collaborateur, le colonialiste Foucher, n'ont toujours pas libéré Bourguiba, ni Messali Hadj, ni restauré le statut du Maroc. Mohammed ben Youssef.

Dans « L'Humanité » du 6 juillet, en page 1, Léon Feix traite du problème d'Afrique du Nord de la manière suivante : « Les mesures prises jusqu'ici sont loin d'aller dans ce sens (de l'apaisement). Ce sont : l'aggravation de l'état de siège (Léon) en Tunisie et au Maroc de CRS et autres troupes de choc, le rappel de plusieurs classes de réservistes en Tunisie, l'offensive dans les deux pays de milliers de recrues ayant fait l'objet d'un appel anticipé ». De cette constatation élémentaire, quel est le parti qui se retire ? Le PCF ? Il suffit de se reporter à la page 4 du même journal pour le savoir. Nous y trouvons une dénonciation du MTD algérien en matière de collaboration position de défiance qu'il a adoptée vis-à-vis du gouvernement de Mendès-France. A quand encouragement à la répression, comme en 1954 ? (Suite page 3)

R. GARRIVE



Jacques Duclos : — Encore !

ses actes, sur ses tous premiers actes, le gouvernement de la bourgeoisie intelligente.

### ANTICOMMUNISTE ET ANTI-OUVRIER

1°) Mendès demande son investiture aux seuls partis « nationaux » à déclarer leurs voix au PCF qui se porteront sur lui. Le compagnon de parti de MM. Jean-

titure, a remarqué en passant : « Vous avez été très vagues sur la satisfaction des revendications légitimes... »

« Mais la politique économique de Mendès est déjà connue ! Pour ceux qui l'auraient oubliée, « L'Express », encore lui, nous le rappelle. L'opinion s'attend à ce que la paix nous débarrasse du fardeau ac-

## Problèmes nord-africains Le mouvement national en Algérie est-il dans l'impasse ?

**C**ONTRASTANT avec le développement tumultueux de la lutte nationale au Maroc et en Tunisie, le calme algérien est cependant inquiet. L'annonce d'accrochages entre les forces de répression et les groupes armés dans le Sud, qui ont fait ouvert la voie aux actions en Tunisie et au Maroc, les discours menaçants de Léonard indiquent que de profonds remous agitent les masses populaires.

L'ordre qui règne en Algérie s'est établi sur la plus féroce des répressions. Le martyre du peuple algérien, jalonné par les 45.000 morts de 8641 et de Guelma en 1955 n'a jamais cessé.

Mul doute, que ces nécessaires combats d'avant-garde frayant la voie à des mouvements plus amples, et la ferce répression qui s'en est suivie ont forgé une situation momentanément difficile pour le Mouvement National Algérien. Nul doute, également, que l'expérience accumulée dans les deux autres pays du Maghreb enrichira la lutte du peuple algérien. La phase de stagnation actuelle ne peut être (Suite page 2)

## Un pas en avant: La réintégration de P. Boussel-Lambert dans la C. G. T.

**L**ES rapports entre partis et syndicats sont toujours complexes. En réalité, ils ne peuvent être harmonisés que dans le cadre de la démocratie ouvrière.

On sait que dans notre pays le syndicat se définit comme le rassemblement « des salariés de toutes tendances politiques, philosophiques et religieuses » organisés pour la défense de leurs intérêts spécifiques de classe contre le patronat, son Etat et son gouvernement.

Dans le mouvement syndical il ne peut être reproché au syndicat d'être adhérent à une formation politique ouvrière. C'est la pour lui non seulement un droit absolument imprescriptible, mais le respect de ce droit est à la base même de la vie et de la force des syndicats. Toute violation de ce principe de base entraîne une conception de syndicats d'affinité, c'est-à-dire de syndicats « socialistes » et « communistes », « trotskyste », « chrétien », etc., ce qui est en fait le contraire du syndicat. Seul en France la CFTC proclame une telle « doctrine » syndicale d'affinité.

Ces principes sont élémentaires. Leur application est infiniment plus complexe. La scission syndicale a, bien évidemment, été la conséquence de la pression de la bourgeoisie et de la démocratie sur la CGT. Pour les besoins politiques d'une orientation réformiste de collaboration des classes, les dirigeants FO ont brisé l'unité syndicale. Ce qui ne veut pas dire que les dirigeants membres du PCF n'aient pas leur part de responsabilité dans la scission de 1947.eux-mêmes, en imprimant une orientation politique dictée par les besoins du stalinisme, ont également forgé les bases de la scission.

(Suite page 2)

## LES ETATS UNIS et la guerre du Viet-Nam

De notre correspondant aux U.S.A.

New-York, le 1er juillet 1954.

**L**ORSQUE la situation des forces françaises en Indochine empira visiblement il y a quelques mois, le bourgeois américain dut reconnaître que la seule aide financière et matérielle au gouvernement français n'était plus suffisante pour empêcher la victoire du Viet-Minh. Le gouvernement américain suivit alors la ligne suivante : il conseilla au gouvernement Laniel de proclamer la indépendance au Viet-Minh, Nam » afin de rallier autant d'Indochinois que possible et surtout la bourgeoisie vietnamienne qui commençait à se distancer prudemment de ses protecteurs français. Militairement, il fournit aux colonialistes français le service de ses avions de transport pour les parachutistes destinés à défendre Dien-Bien-Phu, des avions de chasse et des techniciens civils de l'aviation. Cependant, il était évident que ces mesures ne pouvaient sauver les Français en Indochine. Puisque l'imperialisme américain ne voulait pas céder ce pays aux « rouges », il se vit obligé de considérer la possibilité d'une intervention directe de l'armée américaine. L'armistice franco-vietnamien n'enchanta guère le State Department ; car un armistice signifierait une victoire du moins partielle du Viet-Minh dont les succès excitaient désormais l'acceptation de conditions trop défavorables à la cause indochinoise. Dulles, secrétaire d'Etat, se fit représenter à la conférence de Genève, la plupart du temps, par son suppléant, le général B. Smith.

Bâche de Dulles c'était de lancer à aux USA des ballons d'essai quant à une éventuelle intervention américaine. Ses échecs en mars et au début du mois d'avril 1954 furent prononcés dans ce but. La réaction fut très décourageante pour les imperialistes. La population américaine ne veut pas d'une deuxième Corée peut-être encore plus meurtrière. Bien que les partisans des deux partis bourgeois et les dirigeants syndicaux ne soient pas les interprètes fidèles du sentiment

## COMPREZ-VOUS AU VIET-NAM?

**D**ES le début de la conférence de Genève les différences se sont affirmées entre le comportement des délégués soviétiques, prêts à sacrifier totalement Ho-Chi-Minh comme autefois Mao pour les besoins d'un quelconque « marchandage planétaire », et qui, le jour de la chute de Dien-Bien-Phu, abordèrent leurs collègues français avec des mines navrées, tandis que représentants de la Chine populaire et du Viet-Minh félicitaient ensemble la victoire ; celui des représentants de la Chine populaire envisageant un compromis, mais repoussant toute capitulation, résolu avant tout à s'affirmer comme grande puissance, voguant à jour alternatif son jeu diplomatique, et résolu à ne plus laisser les Russes représenter — ou trahir — ses intérêts ; et ceux du Viet-Minh, représentants d'une armée révolutionnaire en marche.

La politique Bidault-Dulles — l'intervention massive en Indochine — la capitulation du Viet-Minh grâce aux bons offices du Kremlin — se brisa, d'une part sur le refus de l'intervention américaine par les masses américaines et la bourgeoisie anglaise, d'autre part sur l'incapacité du Kremlin d'imposer sa politique à la Chine et au Viet-Minh. Après le jour de la chute du gouvernement Mendès-France, tandis que Churchill et Eisenhower s'efforçaient de reconstituer un front unique impérialiste en Asie, les négociateurs chinois chinois passaient au premier plan à Genève.

Le Viet-Minh, dont les représentants à Tung-Gia ont tant à prendre leurs distances par rapport à Genève, accepterait-il un cessez-le-feu sans règlement politique, c'est-à-dire le partage de fait du Viet-Nam ? C'est probablement dans ce sens qu'est intervenu Chou-En-Lai auprès de Ho-Chi-Minh, lors de leur récente conférence. Le désir des dirigeants chinois de se consacrer à leur édification économique, leur manque d'une compréhension claire des liaisons politiques nationales de la révolution chinoise, la pression du Kremlin, doivent pousser Pékin dans ce sens. Un tel compromis avec l'imperialisme, comme en conclut Léonard et Trotsky en 1915 à Brest-Litovsk, n'est nullement condamnable en soi pour les révolutionnaires ; à condition que la nature du compromis, ses causes et sa signification politique soient clairement exposés aux masses, sans aucun travestissement.

Mais d'autant plus criminel apparaît la politique des dirigeants du PCF, qui, au lieu d'exiger le retrait des troupes françaises du Viet-Nam, permettent par leur soutien à Mendès-France de préparer l'envoi du contingent et ces préparatifs serviront de toute façon à l'entretien des contacts peuples coloniaux, en Afrique du Nord si ce n'est pas au Viet-Nam) et affaiblissent ainsi la position des négociateurs du Viet-Minh.

G. BLOCH.

(Suite page 3)

Programmes non arabes

(Suite de la page 1.)
transitaire. La tempête se lève...

LA CRISE DU M.T.L.D.
Dans le Bulletin du Comité Franco-Maghreb, le journaliste Martinet a le premier fait état de la crise que traverse le M.T.L.D....

Dans la situation momentanément difficile que traversent les peuples algériens un certain courant s'est développé surtout dans les milieux dirigeants du M.T.L.D.
Depuis une assez longue période, les révolutionnaires suivent avec une certaine anxiété la tactique développée par une partie de la direction du Mouvement National, en contradiction avec les enseignements de Messali. C'est ainsi que lorsque, au début du 14 juillet 1953, le M.T.L.D. tombèrent sous les coups de la police française à Paris, l'événement était à son comble, tant en France qu'en Algérie...

En Algérie, les élus du M.T.L.D. n'élèveront aucune protestation au Conseil Municipal d'Alger « pour ne pas gêner la politique de réformes » décidée par le maire colonialiste J. Chevallier.
Les dirigeants de la Fédération de France s'avèrent incapables de dresser devant le peuple français la politique, les mots d'ordre du M.T.L.D. Dans une situation favorable ils se placent à la remorque des staliniens.

LE VOTE DU BUDGET DE LA VILLE D'ALGER

Klouane, dirigeant du M.T.L.D. déclare que les élus de son organisation en votant le budget colonialiste de la ville estiment qu'une nouvelle ère de compréhension et de rapprochement a vu le jour à la mairie d'Alger.

On comprend que Messali ait pu écrire après ce vote : « Cela paraît incroyable et impensable tellement il est absurde et contraire aux principes du parti ».

LA TACTIQUE A L'INTERIEUR DE LA CGT

Ce problème méritait une très longue analyse, car il nous a semblé toujours extraordinaire, de voir la masse de 400.000 Algériens émigrés en France en grande majorité dirigés par le M.T.L.D. être incapables de peser avec sa propre plateforme et ses objectifs dans la lutte de classes en France... On a pu voir lors des élections syndicales aux usines Renault en 1953, les staliniens éliminer le candidat M.T.L.D. au profit d'un candidat candidat UDMA prostaïnine avéré !

UNE TENDANCE D'ADAPTATION AUX FORCES HOSTILES

Comme toujours en pareil cas, la justification doctrinale n'est venue qu'après une pratique d'adaptation à l'impiérialisme et au stalinisme. C'est-à-dire à des forces hostiles au mouvement national, ainsi qu'on l'a vu à diverses reprises et particulièrement lors des manifestations de concert par de Gaulle-Thorez, ce dernier étant qualifié à l'époque Messali et d'hitlérien !

Toute situation difficile dans la lutte révolutionnaire, engendre de faillissables espoirs en une « tactique » nouvelle, plus souple et plus opportuniste. « Tous les jours » parlent l'opportunisme et le réformisme ont été nourris par ces fausses espérances.

Le 10 décembre 1953 le CC du M.T.L.D. profita du projet de programme d'action pour la réunion d'un Congrès National Algérien. Ce projet de programme comportait une partie de principes sur l'indépendance et une autre qualifiée de programme immédiat.

La séparation entre ces deux parties est très révélatrice. L'indépendance était revêtu à une date ultérieure, le « réformisme » s'exprimait par des mots d'ordre soi-disant acceptables pour tous, en réalité ces revendications et immédiates se révélèrent une adaptation à l'état de choses existant en Algérie. Ces mots d'ordre coloniaux énoncés dans le projet sur la défense du paysant le mot d'ordre élémentaire, de la satisfaction auquel dépend une amélioration réelle pour les Algériens. La terre à ceux qui la travaillent » est absent.

Le projet ne renferme par ailleurs que des revendications vagues et générales.

Plus frappant encore est le silence sur les moyens d'action. Ce n'est pas un hasard. Les nécessités de l'action amènent à se poser les problèmes politiques sous un angle concret. En Algérie, il y a de satisfaction même partielle aux aspirations des masses qui en posant au premier plan la lutte politique pour l'indépendance nationale. Il n'y a pas de révolutions totale de l'enfance algérienne » comme le demandent les auteurs du projet, avant que l'Assemblée Algérienne puisse souverainement décider de l'affectation des crédits. Il n'y aura pas d'Assemblée souveraine sans la suppression immédiate du double collège. Et c'est bien là la chose la plus troublante que de constater que même la revendication de la suppression du double collège n'est pas maintenue. Le mot d'ordre de l'Assemblée souveraine est

renvoyée aux « principes fondamentaux » — c'est-à-dire n'est plus posée comme le premier point d'un programme d'action immédiat.

En réalité, tout le projet est entaché, complètement avec la tradition du M.T.L.D. pour ce qui concerne le problème de l'indépendance se plaçant au centre de l'action ordonnant tous les mots d'ordre partiels engagés en Tunisie et au Maroc est là pour démontrer qu'il n'y a pas de mot d'ordre plus réalisable que celui de l'indépendance nationale pour les peuples opprimés.

Nous avons aimé devoir présenter à l'avant-garde ouvrière de ce pays cette étude objective. Ce fait nous nous immisçons dans les affaires intérieures du Mouvement National. Nous ne le croyons pas. Notre analyse a été dictée par la nécessité de répondre à d'innombrables questions que nous posons à l'heure actuelle. Pour la défense de la cause de l'indépendance nationale du Maghreb, nous espérons en nous plaçant uniquement sur le terrain de l'information politique nécessaire à l'éducation ouvrière de l'avant-garde ouvrière. Les travailleurs français ne peuvent rester indifférents devant les événements qui se développent en Afrique du Nord. Pour la défense de la cause de l'indépendance nationale du Maghreb, nous nous sommes attachés à faire connaître les périodes françaises pour le réformisme socialiste en France même, le devenir du M.T.L.D. son renforcement, nous ne sommes en aucun cas les laisser indifférents.

Il est certain que le redressement s'effectuera s'il n'est déjà effectué et nous sommes convaincus que cela démontrera que l'Algérie est pour l'impiérialisme français un problème insoluble au même titre que la Tunisie et le Maroc.

P. LAMBERT.

A nos lecteurs

Le numéro 329 de « LA VERITE » parait avec une semaine de retard sur la date prévue. Nous nous en excusons auprès de nos lecteurs et abonnés. Avec ce numéro, « LA VERITE » comme chaque année, interromp sa parution pendant la période des congés. Le numéro 330 paraîtra le 9 septembre.

Pour assurer la parution régulière de 8 pages de notre journal, plus la parution de « L'Humanité », « LA VERITE » a besoin de l'aide de tous ses amis.

Abonnez-vous ! Un abonné vaut 2 lectures.
1 an : 400 francs.
6 mois : 200 francs.
Soutien : 500 et 1.000 francs.
C.C.P. S.P.E.L. 6052-01 Paris.

A propos d'une mise en demeure de « L'Humanité »

La politique stalinienne de trahison des peuples coloniaux a une longue histoire. En 1936, sur l'autel du Front Populaire de collaboration avec les Français, le peuple algérien a subi la répression impérialiste contre le PPA dirigé par Messali Hadj, et contre le Neo-Destour de Bourghiba. En 1946, le gouvernement dirigé par de Gaulle auquel participe les ministres staliniens qui préside aux massacres de Sétif et de Guelma (45.000 morts). Thorez récidive et exige l'interdiction du PPA et du Neo-Destour, son chef Messali qualifié pour la circonstance d'hitlérien.

A nouveau, le parti stalinien, préconise la soumission du gouvernement français qui par la voix de son président vient d'affirmer sa volonté d'assurer la présence française en Afrique du Nord, de faire des armes de la répression impérialiste.

Les dirigeants des mouvements nationalistes expriment leur méfiance. Ils sont payés pour savoir ce que peuvent signifier les défaites des gouvernements capitalistes que soutient le Parti Communiste Français.

« L'Humanité » du 6 juillet 1954, sous le titre « Front Unique », appelle à la « Libération », vient de signifier au M.T.L.D. que le fait de ne pas se vauter avec elle dans la politique de collaboration avec les « non Français » anti-CEdistes de Gaulle-Chevallier (maire d'Alger) « Daladier-trahique - Naegelen, équivalait à soutenir... Laniel - Bidault - Martin-Duplat. Tout ceci est écrit avec la suffisance d'un parti qui veut à toute force identifier sa trahison avec les aspirations du peuple français. Mais les Algériens se souviennent que Thorez était vice-président du Front de défense des intérêts de leur bourgeoisie nationale.

Les militants du PCF sont également payés pour savoir que le patriote Daladier a été envoyé au bagne avec Messali et au petit d'exécution.

Cet article de « L'Humanité » appelle une dernière observation. Adressé au gouvernement Mendès-France il témoigne de la « bonne volonté » des dirigeants staliniens de défendre des intérêts de leur bourgeoisie nationale.

La ligne de l'appareil Duclos-Servin a sa logique. Préconisant l'alliance avec l'impiérialisme français, anti-CEdiste, elle conduit le PCF à s'opposer à toute lutte anticapitaliste du prolétariat français, à saboter la grève générale. Vouant en malheur les travailleurs français au char de l'impiérialisme, le PCF s'oppose à nouveau comme en 1936, et en 1945, à combattre les aspirations légitimes du peuple algérien à l'indépendance nationale. Tous les articles préconisés et humanitaires des Feix, tous leurs proclamations de sympathie à l'action engagée par les masses arabes ne sont que poudre aux yeux et démagogie. Le fait est là, le Duclos-Servin-Feix se placent aux côtés de leur « gouvernement Mendès-France, contre les déportés de Bourghiba et l'action libératrice des peuples opprimés d'Afrique du Nord.

Des militants communistes écrivent à LA VERITE

Depuis plusieurs mois « LA VERITE » a ouvert ses colonnes à des militants du P.C.F. qui y expriment librement leur point de vue. C'est aujourd'hui une militante communiste de la première heure qui nous adresse cette lettre à propos de l'affaire Marty et de l'autocritique de R. Calas.

Une auto-critique constructive

CEUX qui ont suivi de près l'affaire Marty ne peuvent pas ne pas se souvenir de la fameuse autocritique que Calas prononga au Comité Central le 13 décembre 1952 et à laquelle « L'Humanité » du 13 décembre 1952 consacra une large place.

Il faut rappeler que Calas avait été longtemps le collaborateur d'André Marty et qu'à la séance du Comité Central de septembre 1952, il s'était contenté de voter les sanctions contre Marty et Tillon, sans... commenter ou faire une seule phrase.

Sans commentaires ! C'était inadmissible ! Entre les deux sessions du Comité Central, c'est-à-dire entre septembre et décembre 1952, la commission d'enquête chargée de trouver de nouveaux témoignages accablants contre Marty fut largement le temps de pratiquer sur l'annusique une médication radicale.

Alors s'opéra le miracle... Calas comprend soudain qu'il a très mal agi en ne disant pas ce qu'il savait à son parti. Depuis le 4 septembre, il a vraiment réfléchi à la faute commise. Il a bien eu dans l'intervalle l'intention d'écrire au Comité Central, mais il n'a pas osé trouver en lui « assez de conviction et de courage politique pour le faire ».

Aujourd'hui, il va bien se rattraper et il se fera pardonner aussi souvent qu'il le faudra.

Après avoir exprimé à l'assemblée ses vifs regrets pour un comportement qu'il désavoue hautement, il s'écrie :

« Mon vote... avait donc été dans une certaine mesure formel. Je m'étais au fond, prononcé davantage par discipline que par conviction ». Encore qu'il ait défendu dans les Fédérations les décisions du Comité Central, il n'a pu le faire avec la fermeté nécessaire parce que « sa conviction n'était pas absolue et définitivement établie ».

Dans cette conviction qui se cherche, dans cette conscience obnubilée, on finit par trouver la main de Satan lui-même.

« André Marty, dit Calas, avait réussi à faire pénétrer en moi, insidieusement, et sans que je m'en sois rendu pleinement compte, une certaine défiance à l'égard du parti et, en tout cas, à obscurcir en moi l'esprit de parti... »

Maintenant, il va tout nous dire, absolument tout et fera un bilan sérieux de toutes les circonstances qui ont amené sa collaboration avec A. Marty. Il faudra pour cela remonter à 1925...

Plus tard, il finira par se rendre compte de l'ascendant certain que Marty avait pris sur lui et cherchera à s'en dégager. Pas complètement sans doute. Sans cela, aurait-il toléré plus longtemps « des agissements qu'il réprouvait » ? Aurait-il constaté ces agissements sans se plaindre au moins même qu'il souffrait ?

« Je n'étais pas encore arrivé à penser qu'il (A. Marty) avait le plus grand mépris des hommes qui ne soutiennent pas sa volonté ou qui s'y soumettaient aveuglément. Je croyais honnêtement que son com-

portement à l'égard des cadres n'était pas juste, mais qu'il semblait provoqué par l'indignation suscitée en lui par l'application ou la mauvaise application de la ligne du parti par certains militants. Je crois qu'il avait seulement le tort d'exiger des autres la même capacité et la même puissance de travail dont il était lui-même capable... »

De toutes ces difficultés rencontrées dans ses rapports avec A. Marty, le pauvre homme en souffrait, mais stoma une seule phrase :

Aujourd'hui qu'a cessé son martyre, toutes les rancœurs amassées ressortent. Et c'est en se tortant de douleur qu'il va confesser tous les péchés que ce diable de Marty a, artificiellement, fait pénétrer en lui, pauvre naïf « qui ne se rendait pas pleinement compte ».

Cet homme éméché et troublé fait vraiment pitié ! Il n'est sûr de rien, il doute de tout. Ces mots : « Peut-être ai-je craint... » et « J'ai peut-être cru... » ne me paraissent pas à ce moment », « sans que je m'en rende compte clairement », « J'ai fait preuve de myopie politique », « Ces mots sont peut-être un peu trop évidents claires pour moi », reviennent

UN PAS EN AVANT

(Suite de la page 1.)
L'indépendance devenait être exclus de l'organisation syndicale. Ils pouvaient et devaient rester unis dans une même organisation syndicale. Ils le pouvaient dans la seule mesure où dans son fonctionnement, ses objectifs, sa tactique, la CGT reste l'organisation où se rassemblent les salariés de toutes tendances. En réalité tout le problème de l'unité réside dans ces propositions simples : maintenir l'organisation sur le terrain où les salariés peuvent s'unir dans l'action, c'est-à-dire sur le terrain de leurs intérêts spécifiques de classe.

La direction de la CGT après la scission a exclu par défaut d'opinion toute une série de militants ouvriers parmi lesquels les trotskystes Renard, Just et Lambert. Leur exclusion, quelle qu'en soient les prétextes formels a eu une seule et même cause : leur qualité de trotskyste.

Le problème des exclusions, dépassé largement la personne des exclus. En réalité, la crise, le malaise régnant dans la CGT dans ces dernières années ont été la même explication.

La direction du PCF a imprimé à la CGT une orientation contraire aux intérêts de la classe ouvrière (grèves défilées de février 52 et de mai 52, opposition au Front Unique, grèves tournantes, etc). Pour les besoins de cette politique, la direction du PCF décidait des mesures d'exclusion anticléricals, anti-staliniennes.

Nombreux sont les militants de la CGT, adhérents ou non au PCF, qui sont arrivés, par leur propre expérience et pour défendre leur organisation à cette simplicité et élémentaire conclusion. Il faut en finir avec les gymnastiques dictées par Duclos-Ser-

comme des lianes. C'est fade à vous d'attirer la hausse. Pour conclure, c'est à la direction du parti qu'il adressera cet appel fervent qui vaut d'être entièrement reproduit.

« Je sens douloirement aujourd'hui le poids de nos responsabilités dans les faits que le Comité Central est allé à examiner et à sanctionner. Je sens combien j'ai manqué aux principes du parti tels que Lénine, Staline et Maurice Thorez en France, nous les ont enseignés et mis en pratique... »

Ainsi soit-il ! Cette confession sans grandeur porte la marque d'un tel manque de caractère qu'elle fut antipathique à tous ceux qui l'écouteront ou en prirent connaissance.

C'est pourtant de ce chef-d'œuvre de bassesse et de fausse humilité, que Charles Fréchet fera, dans « L'Humanité » du 26 mai 1954 (Tribune de discussion) une apologie outrée, le qualifiant de « le plus grand critique constructif » et déplorant la rareté de telles auto-critiques. En outre, il proposera qu'une grande publicité lui soit donnée dans le parti !

MARGERITE.

LA VERITE

LA VERITE.
vin à la CGT. Il faut permettre à la CGT de vivre en tant qu'organisation syndicale. Il faut que la CGT déploie son vrai visage d'organisation syndicale. Et pour cela il faut en finir avec les ostracismes de tendances. Militants et syndiqués CGT par leur propre expérience en arrivent à conclure que l'orientation syndicaliste révolutionnaire défendue par les trotskystes dans le mouvement syndical n'est pas incompatible avec la qualité d'adhérent. Bien au contraire. Ils estiment que ceux qui depuis des années luttent de façon conséquente pour l'unité d'action syndicale, qui présentent les Assises Nationales d'unité d'action syndicale organisée par des comités paritaires à tous les échelons et contrôlés par les comités d'unité d'action démocratiques à la base doivent retrouver leur place dans la CGT.

Un premier pas dans cette voie vient d'être franchi. Le camarade Lambert (Boussel) vient d'être réintégré dans la CGT. Après une discussion large et approfondie, les syndiqués CGT de sa section ont décidé à l'unanimité de lui redonner sa carte de syndiqué. Est-ce à dire que les participants à l'Assemblée syndicale aient abandonné leur position ? En rien. Le trotskyste Lambert a déclaré qu'il restait trotskyste, de même que d'autres camarades conservent leurs tendances politiques. Mais, tous ils ont estimé que dans le cadre du respect de la démocratie ouvrière, les syndiqués de toutes tendances pouvaient militer ensemble pour le renforcement de l'organisation syndicale et le succès des aspirations de la classe ouvrière.

LA VERITE.

Après le Congrès d'Ivry :

« L'UNION et l'action de toutes les énergies nationales et démocratiques constituent le problème décisif de l'heure, l'unité de la classe ouvrière étant la condition d'un tel rassemblement », disait Maurice Thorez à « L'Observateur » juste quelques mois.

Le Congrès du PCF paraphrase Thorez en ces termes : « La réalisation du front unique prolétarien conditionne le rassemblement de toutes les énergies nationales et démocratiques, question décisive de l'heure ».

Ce plan tactique de la direction du PCF, consistant à réaliser le « front unique prolétarien » dans le cadre d'un rassemblement plus vaste des « forces nationales », ne marque pas de précédents historiques. Chaque fois qu'elle a conclu une alliance avec les représentants de la bourgeoisie, pratiquée la collaboration des classes sous une forme directe, la direction du PCF a accordé la plus grande importance à une alliance avec les dirigeants socialistes et avec les forces qu'ils contiennent.

En 1944-46, par exemple pour cimenter le « Front National » et l'alliance avec de Gaulle, Thorez faisait tous ses efforts pour maintenir et renforcer le pacte dit d'unité d'action conclu avec le Parti Socialiste, et voulait même aller plus loin : jusqu'à la constitution d'un Parti Ouvrier Français unique. La raison en était simple. Pour mobiliser toutes les forces de son appareil pour convaincre les travailleurs que la grève est arme de trusts » et que « le devoir de classe est de produire », il aurait été mortellement dangereux que des dirigeants sociaux-démocrates pris de volées gauchistes s'expriment en un autre langage. Pour parer à cette éventualité, il fallait non seulement l'unité d'action des bureaucrates, non seulement l'unité syndicale, qui — loin de l'enlever — facilite au contraire la révélation de la base contre les dirigeants bureaucratiques (grève des postiers de 1946). Il fallait encore et surtout un pacte politique avec les dirigeants sociaux-démocrates — et si possible une alliance avec eux — garantissant qu'en aucun cas ceux-ci ne seraient « A LA GAUCHE » du PCF.

Il en est exactement de même en 1954. D'une façon purement démagogique, mais qui reste gênante pour Thorez-Duclos, « Le Populaire » reproche constamment au PCF de faire alliance avec les représentants anti-CE du haut patronat et de l'armée, et d'abandonner les revendications propres à la classe ouvrière au profit de ses seuls objectifs de politique étrangère. Les réponses sont rentrées ensemble dans la majorité. Dans l'immédiat, voilà qui garantit Duclos qu'il ne sera pas débordé sur sa gauche, au moins par les dirigeants sociaux-démocrates.

Le saboteur des classes

Le prétendu Front Unique Proletarien que c'est : un pacte de non-agression-sur-la-gauche — question donc de proposer au Parti Socialiste un ensemble de mots d'ordre d'unité susceptible de commettre des gains autour de la lutte pour la terre dans la lutte pour un gouvernement PS-PCF syndicales. Et puisqu'il s'agit pour Duclos de « gouvernement bourgeois quelconque qu'il vous en va ».

par R. GAR

de la France, pas question non plus par conséquent même la plus réformiste des Chartes d'Unité de réaliser dans le cadre du régime capitaliste le vœu de celui du Front Populaire. Donc, ni dans le contenu ni dans la forme, recherche la direction du Parti Communiste les marxistes appellent le Front Unique. Ceci « sans l'air consommé de Duclos pour désuéter le Front Unique prolétarien est quelque chose que Duclos craignait et craint encore comme le pest. Front Unique les principes du marxisme, c'est à l'action. Telle est aussi l'expérience des militants travailleurs, dans les organisations politiques du pro organisations syndicales (ou le poids des appareils moindres). Là, dans une période favorable, les dirigeants auraient un formidable écho : repris, transformés en arme pour la lutte de classe et der l'action des masses depuis la défense des intérêts mentaux jusqu'à l'offensive décisive contre le par le renversement des appareils bureaucratique

Cette bombe du Front Unique, les dirigeants vont la désamorcer et y substituer l'implosion d'assurance mutuelle Duclos-Mollet. Aussi font-ils pour torpiller la réalisation d'un véritable Front paration et le déroulement du XIII Congrès ont ges ! C'est ainsi que l'éventualité de proposition syndicales réformistes et chrétiens, qui figurait au Congrès, a été bliffée de sa rédaction définitive, c'est-à-dire d'abord dans la pratique avec les dirigeants, s'agouiller devant Mendès, sait qu'il n'a rien à



SUR LE FRONT OUVRIER

Soutien de Mendès-France C. G. T. - F. C. F. Deux politiques sur le Front Unique

Le groupe communiste et le groupe socialiste ont voté l'investiture de Mendès-France à l'Assemblée, offrant ainsi un nouveau répit à la bourgeoisie française, emprisonnée dans des contradictions insurmontables...

La logique inéluctable d'une telle politique a conduit les deux grands partis ouvriers à ne plus parler du tout des aspirations économiques et politiques des travailleurs français, alors que pourtant au XIII<sup>e</sup> congrès du PCF, il y a trois semaines passées, Thorez demandait encore timidement au gouvernement en gestation, la satisfaction des revendications pressantes des travailleurs...

D'ES accords entre organisations réalisés en vue de l'action, et pour des objectifs communs ne peuvent qu'être positifs et favoriser les conditions du développement des entreprises...

Le contraste est saisissant. Il est plus encore à la lecture des quelques lignes d'un texte paru dans « L'Humanité » à l'intervention de Rouzaud, secrétaire de l'UGFF, pour rapporter de la résolution finale du CGN...

Le vote des députés du PCF en faveur de Mendès-France qui n'a pas caché ses buts — maintien de la présence française en Indochine, négociation avec le Viet-Minh...

chon avait déclaré qu'il avait été contraint de laisser le mot d'ordre de grève générale de 24 heures sous la pression des militants. La définition d'une politique de front unique syndical correcte a les mêmes sources.

Mais il est remarquable qu'au moment même où les dirigeants de la CGT définissent une orientation correcte sur le front unique en contradiction avec les thèses du XIII<sup>e</sup> Congrès du PCF, leur critique de la grève de 24 avril porte essentiellement sur ce qui fut son aspect positif...

Stéphane JUST.

LES DESIRS ET LA REALITE...

Mais les desirs de Duclos-Servin sont une chose et la réalité en est une autre ! Une semaine plus tard, se réunit le comité confédéral national de la CGT. De province arrivent des dirigeants fédéraux qui viennent expliquer les raisons de l'échec...

La grève des facteurs de Toulouse :

UN SUCCES LE L'UNITE D'ACTION

LES 147 facteurs de Toulouse R.P. ont terminé le jeudi 24 juin une grève qui a duré 6 jours, après avoir obtenu une satisfaction partielle à leurs revendications. Le climat de cette grève et ses conditions de déroulement ont été créés par les conditions de travail au bureau de Toulouse R.P. qui, comme dans beaucoup de bureaux en France sont très pénibles pour les facteurs...

qu'elle avait accepté sans tenir compte de la volonté unanime des facteurs et s'était désintéressée de la grève dès le début ; l'Administration Centrale refusait de discuter avec les représentants nationaux de la Fédération Autonome parce qu'ils soutenaient les grévistes ; et les facteurs refusèrent de reprendre le travail sans levée des sanctions et l'examen du projet de refonte des quartiers en collaboration avec eux...

ment étroitement limité — encore plus que celui des Bureaux-Gares parisiens — sans envisager qu'il puisse faire tâche d'huile, c'était amener à plus ou moins brève échéance à des reprises partielles des travaux de la ville de Toulouse dont le seul résultat aurait été un défilé par les facteurs toulousains et le mitraillage pour les grévistes de dernière heure pour le seul plaisir de la démonstration...

Le gérant : Fontanel. Travail exécuté par des ouvriers syndiqués. Société Parilienne d'Impression 4, Rue Saulnier - Paris (10<sup>e</sup>)